

JAMIL OULD MANSOUR :

" Il s'agit d'élaborer une stratégie réaliste fondée sur des actes et des actions que l'on doit mener quel qu'en soit le prix "

Arrêté lors de rafle contre les milieux islamistes en mai 2003, Jamil Ould Mansour, populaire maire d'Arafat et membre influent du RFD, avait profité de la situation de confusion créée lors du putsch du 08 juin pour prendre le large et s'installer dans un premier temps au Sénégal avant de s'exiler en Belgique. A son retour il est immédiatement arrêté par la DSE et renvoyé à la prison puis libéré quelques jours après. Il a bien voulu nous recevoir à son domicile pour s'expliquer sur différentes questions le concernant et les problèmes d'actualité de l'heure.

Eveil Hebdo: Jamil Ould Mansour, beaucoup de gens s'interrogent sur les vraies raisons de votre retour, qu'en est-il réellement?

Jamil Ould Mansour: Je crois que je serai obligé de répondre à cette question par la réponse à une autre question, à savoir pourquoi était-il nécessaire que je quitte le pays. Il faut dire qu'il y avait une certaine situation politique entre le pouvoir et le courant islamiste basée sur une campagne médiatique et politique contre ce groupe.

Premièrement le régime a fait courir le bruit qu'il y avait un courant islamiste intégriste mauritanien contre l'Islam modéré et habituel du pays, mais qui était également contre le modernisme et la démocratie.

Deuxièmement, les autorités cherchant un appui et une aide des pays occidentaux ont déclaré une bataille contre le terrorisme islamiste en Mauritanie.

Donc il était nécessaire de créer une voix venant de l'intérieur pour expliquer que le courant islamiste est modéré et démocrate et a opté pour une action pacifique pour qu'il y ait le changement de pouvoir en Mauritanie. Pour expliquer sa campagne médiatique, le pouvoir a insisté sur cette prétendue menace. Le putsch manqué du 08 juin a servi de prétexte pour faire un amalgame entre les islamistes et les militaires insurgés puisqu'il n'y avait aucune preuve contre ce courant politique. C'est ainsi que nous sommes sortis de la Mauri-

tanie pour expliquer la situation qui prévalait dans le pays et entrer en relation avec les milieux occidentaux pour leur donner le vrai visage d'un régime qui ne cherche qu'à faire du mal à son peuple. Nous avons fait dans ce sens une grande campagne de sensibilisation qui a réussi. Aujourd'hui alors que nous sommes dans une phase d'analyse profonde de la situation politique en Mauritanie, j'ai décidé de revenir pour participer à cette réflexion au sein du courant islamiste pour dégager une stratégie plus claire et plus objective.

EH: Où en est votre situation au RFD après votre soutien à la candidature de Ould Haidallah ?

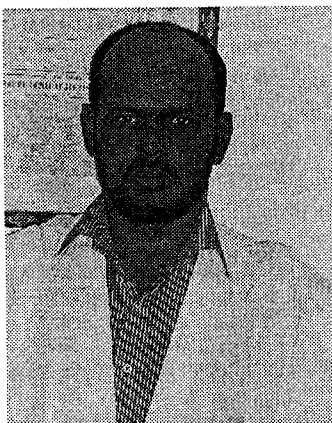
JOM: J'ai démissionné du RFD à la veille de la présidentielle. C'est très clair. En matière de discipline je ne pouvais soutenir un candidat autre que celui du parti ; donc en soutenant Haidallah, je démissionnais du RFD. Toutefois j'ai pas de point de vue divergent avec le RFD concernant l'analyse de la situation politique du pays. Ce parti qui est dirigé par un grand homme est un digne représentant de l'opposition mauritanienne.

EH: Allez-vous créer un nouveau parti politique où allez-vous rejoindre l'une des formations déjà existantes ?

JOM: Nous sommes actuellement en discussion - mes amis et moi - sur une stratégie à adopter. Le problème aujourd'hui n'est pas un problème de partis politiques puisqu'ils sont nombreux et que l'on peut rejoindre l'un d'entre eux; mais il s'agit plutôt de la crédibilité. Nous sommes face à un régime qui nie son identité islamique, arabe, africaine et qui est contre l'unité nationale du pays, qui laisse le problème de l'esclavage sans solution, un régime qui continue les violations des libertés publiques et les droits de l'homme... C'est un régime qui nie l'opposition. Il s'agit de créer un climat qui permette d'élaborer une nouvelle stratégie efficace et réaliste.

EH: Qu'entendez-vous par là ?

JOM: Cela veut dire le respect de l'engagement donné. Il ne faut pas dire quelque chose en public et ne pas le respecter après. Au moment de la campagne, les lea-



ders de l'opposition avaient affirmé qu'ils ne toléreraient pas la fraude et qu'ils réagiraient en conséquence si elle était constatée. Pourtant il y a eu fraude généralisée. Il faut aller au bout de ses idées car il y va de la crédibilité des hommes politiques. Il s'agit d'élaborer une stratégie réaliste fondée sur des actes et des actions que l'on doit mener quel qu'en soit le prix. Cette stratégie est pacifique car elle suppose des marches, meeting, et autres formes de protestation que, malheureusement, le pouvoir a qualifié de violentes.

EH : Il court le bruit que le camp de Ould Haidallah ne serait pas opposé à un dialogue avec le pouvoir, qu'en pensez-vous ?

JOM: Il n'y a aucun courant ni parti politique qui refuse le dialogue pour autant qu'il permette la communication entre les partis. Quand on parle de dialogue il s'agit d'instaurer un dialogue sincère et sérieux. Or, en face de nous il y a un pouvoir qui sape tous les principes et bases de la démocratie. Ce régime ne peut pas dialoguer tant qu'il continue cette politique d'exclusion, d'arrestation, d'emprisonnement etc. Pour un dialogue franc, il faut établir un climat de confiance. Si le pouvoir veut dialoguer avec l'opposition, il ne doit pas imposer des préalables car en acceptant d'aller à ce dialogue, l'opposition fait déjà une concession à un pouvoir qui a fraudé lors de la dernière élection présidentielle. Dire qu'il faut reconnaître la victoire de Ould Taya comme préalable à tout dialogue n'augure rien de bon. Ensuite, l'ordre du jour de ce dialogue doit porter sur les principes de la séparation du pouvoir, des élections transparentes et les fondements de la démocratie d'une manière générale. Le prin-

cipe du dialogue est acceptable, mais il demande des concessions de part et d'autres.

EH : Quels sont les hommes politiques que vous avez rencontrés à votre sortie de prison ?

JOM: J'ai reçu la visite de plusieurs hommes politiques : le président Mohamed Khouna Ould Haïdalla m'a accueilli à ma sortie de prison, tout comme le Cheikh Mohamed El Hassen Ould Dedded, son excellence Moctar Ould Mohamed Moussa, le docteur Cheikh Ould Horma, le député Ismaël Ould Amar, Mme Nanna Mint et mes compagnons politiques.

À la maison j'ai reçu le président Ahmed Ould Daddah et ensuite une délégation du Rfd dirigé par le doyen Mohameden Ould Bahah. J'ai reçu également le Bâtonnier Mahfoudh Ould Bettah, Ely Bakar Ould Sneiba, Boubacar Ould Messaoud, Mohamed Lemine Ould Naty et Khalil Ould Teiyb.

J'ai aussi reçu une délégation du FP dirigée par le président Ch'bih et une autre de l'Ufp dirigée par le SG Ould Beddedine. L'APP m'a également envoyé une délégation conduite par son SG Mohamed El Hafedh Ould Ismaël.

J'ai également reçu de nouveau Ismaël Ould Amar, Ould Breïdelleïl et Devaly Ould Cheïn. La population de Arafat m'a également témoigné de sa gratitude en m'envoyant plusieurs délégations.

J'insiste ici pour saluer des Mauritanien méritants qui ont rehaussé l'image du pays. Il s'agit des avocats, les "grands Hommes de la Mauritanie", dont le bâtonnier Bettah, Diabira Maaroufa, Yacoub Diallo, Fatimata M'Baye, Brahim Ould Ebetty, Yarba Ould Mohamed Saleh, Mocatr Ould Ely, Limam Ould Cheikh, Mohameden Ould Ichidou, Brahim Ould Die, Mohamed Ahmed Oul El Hadj Sidi, Moh Ould Ahmed Miské et d'autres.

Mes remerciements vont également aux organisations de défense des droits de l'homme et à la presse indépendante qui a fait un travail remarquable en matière d'information et en matière de défense des libertés.

EH: Pensez-vous pouvoir récupérer votre mairie (Arafat) ?

JOM: La décision prise après mon arrestation par le gouverne-

ment est illégitime car on pouvait seulement me priver de mes prérogatives de maire s'il y avait un problème de gestion municipale avérée ; ce qui n'était pas le cas. On ne peut pas débouter un maire de sa commune pour ses opinions politiques. Cela démontre une fois de plus la volonté d'exclusion du pouvoir. Avec mes avocats je vais voir quel combat je peux mener dans ce sens. J'aurais souhaité aller au bout des engagements que j'ai pris avant d'accéder à la commune d'Arafat. Durant la première année, j'ai essayé de faire tout ce qui était en mon pouvoir, il y a le rapport d'activités qui est là pour le prouver. Il serait dommage que je ne puisse pas continuer ce travail déjà entamé. Je m'excuse auprès des populations de Arafat pour ce manquement involontaire.

EH : Quels sont les enseignements que vous tirez de votre séjour à l'étranger et quel est le sentiment qui vous a animé à votre retour en Mauritanie ?

JOM: Tout d'abord mes sentiments sont partagés car je suis content de retrouver ma famille, mes parents, mes collègues, et le public mauritanien d'une manière générale. Par contre je suis touché par la situation catastrophique dans laquelle le pays se trouve. Il ne faut pas toujours focaliser les débats au tour des questions de la démocratie et des libertés publiques, malgré l'importance qu'ils ont ; il faudrait également évoquer la situation économique et sociale. On ne peut pas demander à quelqu'un qui n'a pas mangé de choisir en toute liberté ses représentants politiques.

D'autre part durant mon séjour à l'étranger j'ai mesuré combien la question de l'unité nationale était importante pour le pays. C'est à l'étranger, au contact de négro-mauritanien et après la lecture de quelques livres (comme "L'Enfer d'Inal" et "J'étais à Oualata") que je me suis rendu compte, d'une façon plus détaillée, qu'il y avait une cassure entre les composantes de la population mauritanienne. Les politiques mauritanien ont oublié de donner l'importance à cette question car sans une réelle unité de toutes les parties de la Mauritanie, rien n'est envisageable.

Propos recueillis par

Birome Guère